



L'extrême droite est l'ennemi des salarié.es ! Ne pas se tromper de colère !

Nous nous enfonçons dans une crise sociale, économique et démocratique dont les effets délétères peuvent favoriser le succès électoral du RN et des autres partis d'extrême droite (Reconquête, UDR, ...). L'arrivée au pouvoir du RN n'est pas une fiction, tant les épisodes récents de la vie politique et les choix du néolibéralisme nourrissent la bête immonde.

De plus, les milliardaires comme Bolloré, mobilisant son empire médiatique, et Stérin, mettant sa fortune au service des idées réactionnaires, accentuent la pression et multiplient les initiatives avec l'ouverture de vannes financières sans précédent.

Dans ce contexte, les élections municipales et communautaires les 15 et 22 mars 2026 représentent un enjeu crucial pour les partis d'extrême droite et nous devons réagir !

**Depuis 2014, le RN et ses alliés dirigent déjà des municipalités.
On les a déjà essayés et leurs bilans prouvent leur nocivité sociale.**

Les maires d'extrême droite pratiquent systématiquement :

- la chasse aux pauvres,
- la banalisation de propos et de politiques discriminatoires, racistes et antidémocratiques,
- les attaques violentes contre les syndicalistes, les salarié.es et les associations,
- la remise en cause des acquis sociaux,
- la promotion d'une idéologie sexiste, homophobe, fasciste et intégriste,
- des attaques budgétaires contre la culture et sa mise au pas au service d'une idéologie réactionnaire et la censure.

Le RN tente de se faire passer pour un parti du peuple, défendant les « oubliés » de la République. Il prétend parler au nom des ouvrier.es, des employé.es, des retraité.es modestes.

Mais à l'Assemblée nationale, les votes du RN racontent une toute autre histoire :

- Contre la hausse du SMIC.
- Contre le blocage des prix de l'énergie ou des produits de première nécessité.
- Contre le rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune).
- Pour la réforme des retraites.
- Pour les exonérations patronales.
- Contre la taxation des superprofits.
- Contre le renforcement des droits syndicaux

Exemples :

Là où les élu.es d'extrême droite dirigent le conseil municipal, tout ce qui concerne les « affaires scolaires » est un enjeu politique. A Cogolin, la mairie a baissé de 20% les budgets des écoles pour achat de fournitures et manuels scolaires.

Études du soir gratuites remplacées par des garderies payantes. Fin de la gratuité des transports scolaires, fin des repas de substitution au porc dans les cantines et augmentation du prix des repas.

A Hénin-Beaumont, l'équipe municipale surveille de très près les réseaux sociaux des opposant.es et des agent.es communaux et ne laisse rien passer. C'est procès sur procès, frais d'avocats payés par la commune bien évidemment grâce à la protection fonctionnelle accordée au maire.

À Beaucaire, il y a eu 80 000 euros de dépenses en frais d'avocats pour les procès de la ville en 2018. La note augmente chaque année, amende de 123000 euros en 2025 pour le non respect de la décision de justice sur la crèche. Dès la moindre critique de l'opposition, il engage un procès. Cette utilisation du juridique pour défendre leur vision du monde est importante quitte à se mettre hors-la loi.

Au Pontet, l'une des premières décisions du nouveau maire RN en 2014 a été de s'attaquer à la prime de fin d'année des agent.e.s tout en s'augmentant lui et son équipe. Une autre a été de réduire à 1 € la prime de fin d'année pour les agent.e.s absent.e.s plus de vingt jours par an.

À Perpignan, le maire a fortement augmenté les budgets de la Police Municipale et de la com' et a en parallèle privatiser des crèches municipales. Celle du Moulin-à-Vent, avec 90 enfants et 37 fonctionnaires, a eu lieu en septembre 2023.

A Fréjus en 2023, le maire RN a supprimé le 3ème et dernier centre social, non pas directement, mais en divisant sa subvention par 3. Il avait supprimé le 1er dès son arrivée au pouvoir en 2015 et le 2ème en 2018. Situés dans des quartiers défavorisés, ils proposaient aides aux devoirs, activités culturelles et sportives, aides aux familles....

Les oppositions politiques, quand elles existent, sont régulièrement méprisées, raillées ou empêchées de s'exprimer. À Perpignan, des élus d'opposition ont dénoncé des pratiques de censure et une opacité complète sur les décisions prises en dehors des assemblées.

La démocratie locale est malmenée. Les comités de quartier, les conseils citoyens ou les consultations publiques sont soit supprimés, soit vidés de leur substance.

Dans plusieurs communes tenues par le RN, les centres culturels ont vu leurs programmations censurées ou orientées, notamment lorsqu'elles abordaient des sujets comme les migrations, les droits LGBT+, ou l'histoire coloniale.

Ce que le RN applique dans les mairies, c'est un avant-goût de son projet national : repli identitaire, division des habitant.es, casse du tissu associatif, mépris des droits sociaux. Derrière la communication se cache un projet de société inégalitaire et autoritaire.

**AUX MUNICIPALES, PAS UNE VOIX
POUR L'EXTRÊME DROITE !**